

Séminaire CIEA 2006 – ouverture officielle – le 14 août 2006

*(Discours de M. Pascal Corminboeuf, Conseiller d'Etat,
Directeur des institutions, de l'agriculture et des forêts)*

Quand les marins de Christophe Colomb arrivèrent en Amérique, ils souffraient du scorbut. Ils se sont jetés sur les légumes et les fruits du Nouveau Monde pour se guérir. Ils n'ont pas été à la pharmacie pour acheter de la vitamine C. Ils se guérissaient par la nourriture, en avance sur les découvertes scientifiques. Ils étaient donc des ignorants aux yeux de la science d'aujourd'hui, mais ils savaient se guérir par la nourriture!

Et si notre alimentation transformée, triturée, complétée, "additivée", revalorisée nous avait rendus ignares en matière de santé? J'attends à ce propos avec beaucoup d'intérêt, et surtout avec impatience, les résultats d'une étude effectuée en Allemagne et diligentée par le Ministère allemand de l'agriculture et de la consommation, un ministère qui démontre l'intelligence de l'approche commune du sujet. Les premiers résultats laissent apparaître qu'un pays qui met comme premier postulat vers une meilleure santé globale la qualité de sa nourriture pourrait économiser des sommes supérieures aux coûts réels de la santé.

Or, nous ne savons peut-être pas assez que notre sang se nourrit de ce que notre tube digestif lui offre. Donc en fin de compte nous choisissons, en tout cas dans nos pays développés, ce que nous utilisons pour développer puis entretenir notre corps. Prenons-nous assez conscience qu'il suffit de quelques dizaines de jours pour remplacer dans notre organisme la plupart des matériaux. Nous sommes un champ de forces au sein duquel de la matière pénètre: nos aliments. Le corps choisit l'utile, expulse le nuisible et de la perfection de ce triage naît notre bien-être, notre adaptation à l'existence. Si nous n'apportons que du second choix, nous devons admettre que nous perturbons ce champ de forces. C'est dans un chemin difficile entre l'expérience millénaire des peuples qui ont vécu jusqu'à nous, les exigences de nos goûts transformés par les civilisations de la facilité et les découvertes des laboratoires qu'il faut avancer.

Or, les matières premières dont nous nous nourrissons ne sont rien d'autre que les matières premières offertes par les paysans et qui ne sont intéressantes pour notre société du XXI^e siècle que quand elles sont bon marché et en abondance. De qualité on ne parle plus ou presque plus. Même les défenses organisées des consommateurs avaient mis l'accent sur les prix et non sur la qualité. Heureusement, le tir est en train d'être corrigé. Mais que ce fut long.

Allez donc dans une librairie: vous trouverez des centaines de livres sur la santé, mais ils ne parlent que de maladies. Vous trouverez par contre de beaux livres de photos sur les paysans. Vous ne trouverez pas un livre sur la nourriture ordinaire comme facteur de santé. On a perdu le lien entre nourriture et santé. Il est urgent

de le retrouver, de permettre aux médecins de ne pas passer la moitié de leur temps sur les 6000 positions du Tarmed pour avoir un peu de temps à réfléchir sur la nourriture que l'on propose à leurs patients et sur les dérives de l'alimentation moderne.

Depuis de longues années je suis convaincu, je l'écrivais déjà il y a 20 ans, et ça faisait scandale, qu'appliquer sans aménagements les strictes lois de l'économie à la société des humains était une faute mortifère, c'est-à-dire porteuse de mort. C'est ce qui me donne le droit d'être un peu direct aujourd'hui. Je précise tout aussitôt que j'apprécie depuis longtemps le travail, les compétences et les convictions de M. l'Ambassadeur Wasescha, et mes propos ne concernent pas son action, mais le milieu dans lequel il doit défendre la position suisse.

Je n'ai donc pas de problème avec les personnes qui défendent les intérêts de la Suisse dans ce que j'appelle depuis longtemps la plus grande partie de pockermenteur de tous les temps, le grand jeu du Monopoly de l'OMC.

J'ai dit et je redis que l'OMC n'aime pas les paysans, ni chez nous, ni en Nouvelle Zélande, ni en Australie, ni en Afrique du Sud, ni au Brésil, ni en Argentine où elle les a ruinés, ni en Afrique, ni en Europe.

Elle considère que tout producteur de matière première, vivante surtout, est un empêcheur de commercer en rond parce qu'il a l'audace de vouloir encore qu'on le paie pour ce qu'il produit.

On a bientôt réussi à contourner l'obstacle en faisant disparaître le producteur par le tour de passe-passe qu'est la Bourse. Quand on passe par la Bourse, il n'y a plus que le produit, plus rien derrière, surtout pas un de ces gêneurs qu'est l'homme qui produit.

Ceux qui nous font la leçon sont justement ceux qui trichent le plus avec leur interventionnisme camouflé et leurs aides souterraines à l'exportation ou à la production. Un seul exemple, les Etats-Unis:

Etats-Unis:

30 milliards de dollars de subventions pour 52 milliards de dollars de revenu global = 58 % de paiements directs;

on y a ajouté récemment 17 milliards par an, sur 10 ans, ce qui fait au total près de 70% de paiements directs.

Le livre d'Edgard Pisani "Un vieil homme et la terre" vient à propos nous rappeler une vérité première: malheur au pays qui confie à d'autres le soin de produire sa nourriture. A travers ce qu'il faut bien appeler un retour sur son action politique, on peut lire clairement un constat courageux d'échec partiel, un aveu d'autant plus précieux qu'il est rare chez les politiques et qu'il énonce

clairement le principe auquel il ne faudrait pas déroger, un principe double: chaque pays doit produire une partie conséquente de sa nourriture et chaque pays doit rémunérer ses paysans suffisamment pour qu'ils puissent vivre de leur production. Ça paraît tellement simple, mais il arrive trop souvent que des décisions technocratiques et abstraites conduisent à la négation des principes premiers qu'il aurait toujours fallu respecter.

L'OMC, qu'on le veuille ou non, n'a rien d'une organisation à visage humain. L'OMC n'est qu'une application stricte des règles du marché, sans la modulation qui doit tenir compte de ceux qui fournissent le marché: les humains.

Un pays qui a de l'avance sur la réflexion menée au niveau mondial ne doit pas avoir honte de sa politique agricole. Or, c'est pourtant le sentiment que je constate quand j'entends mes compatriotes, surtout les décideurs politiques et les responsables des médias, parler de notre agriculture suisse. On la tolère, on la considère comme un mal nécessaire qu'il faut bien supporter en lui allouant des paiements directs qu'on regrette tout aussitôt et qu'on attribuerait volontiers à un autre secteur du budget fédéral.

Un pays qui est d'accord de payer davantage pour ses assurances maladies que pour bien se nourrir est un pays qui entre dans l'avenir à reculons. C'est ce qu'on fait déjà, peut-être inconsciemment, chez nous.

Ceux qui ne parlent que marché, qui dorment marché, qui ne rêvent que marché, je les considère comme des êtres qui créent des handicaps pour la société des humains.

Tout autour de nous on copie notre politique agricole. L'Allemagne essaie d'avoir les mêmes critères écologiques que nous et a eu l'intelligence de lier enfin l'agriculture à la consommation; la France invente l'agriculture raisonnée qui n'est rien d'autre que la production intégrée que nous pratiquons depuis 10 ans et qui est la base pour l'obtention des paiements directs.

Tous les grands pays qui ont une population agricole qui atteint encore 60 à 70% de la population globale savent très bien que s'ils crochent leur agriculture au wagon du TGV du groupe de Cairns ils vont se retrouver avec le prolétariat périurbain le plus nombreux depuis que la terre existe et que cette menace n'est tout simplement pas envisageable, car en Chine et aux Indes notamment ce serait une catastrophe.

Le contrat qu'Edgard Pisani propose comporte 3 parties:

"L'ordre nouveau ne peut être fondé que sur un échange équilibré d'engagements qu'il est possible d'esquisser.

1. Les agriculteurs garantissent à la société une subsistance suffisante et de qualité; ils s'engagent à produire économiquement les éléments de cette subsistance dans le respect de la nature; ils se reconnaissent comme les principaux garants de l'espace rural comme réalité vivante et organisée.
2. La société garantit aux agriculteurs des prix intérieurs correspondant aux coûts de production de fermes de bonne dimension et de bonne gestion. L'exportation des excédents est réalisée à la charge des producteurs. Les tâches et responsabilités que les agriculteurs assument hors production sont rémunérées comme des "services d'intérêt public".
3. L'Union européenne définit et négocie au sein des organisations internationales les règles applicables au marché intérieur comme à l'exportation sur les marchés extérieurs. Elle développe une politique de lutte contre la faim de telle sorte que cette aide favorise le développement agricole et alimentaire des pays bénéficiaires. Elle définit les principes et veille à la régularité des interventions nationales et régionales en matière de services hors production et finance ces interventions en tenant compte des réalités nationales et régionales."

J'aime bien opposer 2 termes qu'on confond souvent. Pour moi, la **mondialisation** recouvre un mouvement positif, une prise de conscience que tous les humains sont dans un même bateau avec des besoins proches à défaut d'être semblables à cause des conditions particulières. A contrario, la **globalisation**, c'est le monstre froid qui est à plat-ventre devant un marché qui nie toutes les particularités et fait des humains qui réfléchissent des empêchements de commercer en rond.

Interdire à des paysans de produire de la bonne nourriture tant que d'autres êtres humains crèvent de faim est criminel et il faut oser le dire dans une période où l'on peut rallier n'importe quel pays en 24 heures s'il s'agit de conflits armés.

L'Agriculture intensive promue par l'OMC ne présage rien de bon pour l'orientation du Grand Monopole agricole et les risques d'abus d'intrants de toutes sortes, ni pour la transparence des coûts de transports, ni pour la qualité finale de la nourriture. L'agriculture africaine, qui doit exporter pour procurer des devises à ses gouvernants, met l'Afrique en danger de dépopulation et de désertification.

Dans les pays occidentaux on se soucie bientôt plus du bien-être des animaux que des petits d'homme.

Enfin, les organisations de défense du consommateur se rendent compte qu'elles ont trop longtemps porté leur regard critique sur les prix plutôt que de miser avant tout sur la qualité.

Quelques exemples glanés pêle-mêle illustrent mes propos pessimistes.

- Le scandale des nouveaux esclaves du Maroc et d'Europe de l'Est qui travaillent dans le sud de l'Espagne qui inonde l'Europe avec ses 35'000 ha de serres de plastique où - je cite- "pesticides et fertilisants sont mis en œuvre massivement", avec des salaires 10 fois inférieurs à ceux qu'on trouve insuffisants en Suisse.
- Depuis 1997, les autorités américaines ont été amenées à octroyer des sommes toujours plus importantes aux paysans sous forme de paiements directs destinés à compenser les chutes de revenus. Elles représentent aujourd'hui le triple des sommes versées au début des années 90, mais sont encore insuffisantes pour freiner la chute des revenus, les faillites et les abandons d'exploitations.
- Le sans-gêne de certains intermédiaires qui osent revendre 9 francs une boisson qui coûte 1,30 franc à l'achat illustre parfaitement le mépris pour les producteurs de matière première et surtout le peu de conscience pour les dégâts qu'ils provoquent chez les jeunes qui consomment les nouvelles boissons alcoolisées à la mode.

J'ai prononcé le mot **conscience**, je l'oppose à la **logique** qui règne sur le marché, sur les marchés où trône une déesse froide qu'on vénère pour elle-même.

Ce qui nous manque le plus aujourd'hui, dans ce monde de menteurs et de fous déguisés en savants, c'est un peu de bon sens et de connaissance de l'Histoire, la grande.

Nous avons mis longtemps à redevenir une civilisation. Et voilà qu'une nouvelle soi-disant élite a découvert une perspective d'argent facile et se moque des conséquences humaines de l'OMC.

Il faut refuser que les pays exportateurs jusqu'à 90% comme la Nouvelle Zélande fasse la leçon à ceux qui veulent simplement nourrir leurs habitants. **L'OMC n'aime pas les paysans, pas plus les suisses que les autres.** Il n'y a donc aucune raison de se mettre à genoux devant ce monstre froid inventé par des êtres qui n'ont plus rien d'humain.

Le 16 août 2004, je vous avais proposé de remplacer l'OMC par OBC (Organisation du Bien Commun). Je persiste maintenant que l'OMC est au point mort : il est urgent que toutes les personnes de bonne volonté se mettent ensemble pour échanger et sortir par le haut d'une crise qui doit être saisie pour faire un examen de conscience. Je soumets à votre réflexion cette citation du Monde diplomatique, qui ne doit pas être une oreille de presse mais servir de germe à une réflexion fondamentale:

« Nous menons un combat d'arrière-garde, mais, paradoxalement, ce combat se trouve être un combat d'avenir. Car, lorsqu'une armée est engagée dans une impasse, il faut bien que, tôt ou tard, elle fasse demi-tour, et alors l'arrière-garde se trouve aux avant-postes! ».

Il y a quelque chose de séduisant dans cette prophétie, mais si se retrouver en queue de peloton doit devenir une stratégie en attendant que la course aille dans l'autre sens, j'ai bien peur que ce soit un jeu très risqué. Nous devons prendre notre destin en main et c'est ce que je vous souhaite de faire par tous les échanges auxquels vous procéderez dans ce séminaire ici à l'IAG.